



École nationale supérieure d'architecture de Grenoble

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un établissement. École nationale supérieure d'architecture de Grenoble. 2016.
hceres-02026161

HAL Id: hceres-02026161

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02026161>

Submitted on 20 Feb 2019


HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Établissements



Rapport d'évaluation de l'École nationale supérieure d'architecture (Ensa) de Grenoble

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Établissements

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, Président

Au nom du comité d'experts,²

Serge Thibault, président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Sommaire

| | |
|---|----|
| Sommaire | 3 |
| Présentation | 5 |
| La stratégie et la gouvernance | 7 |
| I – Des missions assurées, un nouveau positionnement stratégique à formaliser | 7 |
| 1 ● Une capacité de l'école à assurer ses missions et son fonctionnement global | 7 |
| 2 ● Une crise de gouvernance et des conflits internes qui ont freiné la mise en œuvre du projet stratégique 2012-2016 | 7 |
| 3 ● Un milieu et un environnement favorables à la conception d'une nouvelle gouvernance et d'une stratégie nouvelle | 8 |
| II – Un partenariat développé mais à mieux organiser | 8 |
| 1 ● Un environnement académique stratégique complet | 9 |
| 2 ● Un partenariat avec les collectivités territoriales en évolution | 9 |
| 3 ● Des partenariats avec les milieux socioéconomiques étoffés mais à renforcer | 10 |
| III – Une identité affirmée et une communication à renforcer | 11 |
| 1 ● Une identité affirmée par l'Ensa G autour de trois éléments principaux | 11 |
| 2 ● Un service « communication, valorisation, diffusion » doté de moyens récurrents | 11 |
| La recherche et la formation | 13 |
| I – Une école forte de ses unités de recherche | 13 |
| 1 ● Des unités de recherche inscrites dans le paysage local, national et international | 13 |
| 2 ● Des unités de recherche soutenues par l'école | 13 |
| 3 ● Mais une reconnaissance institutionnelle qui pourrait se renforcer | 14 |
| II – Une offre de formation diversifiée et originale | 14 |
| III – Des liens construits entre recherche et formation | 15 |
| 1 ● Une formation en grande partie liée aux compétences recherche des enseignants | 15 |
| 2 ● Un service de documentation qui fonctionne bien mais qui est quelque peu éloigné du reste de l'école | 15 |
| La réussite des étudiants | 17 |
| I – Une diversité de la formation et une insertion professionnelle à mieux faire connaître | 17 |
| 1 ● La recherche de la diversité dans le recrutement | 17 |
| 2 ● Un accompagnement des étudiants à poursuivre | 17 |
| 3 ● L'insertion professionnelle à mieux connaître | 17 |
| II – Le soutien de l'établissement pour la vie étudiante | 18 |
| 1 ● Une vie associative dynamique à préserver | 18 |
| 2 ● Un engagement limité des étudiants dans la gouvernance | 18 |
| 3 ● Les investissements de l'établissement pour la qualité de la vie étudiante à développer | 18 |

| | |
|--|----|
| La valorisation et la culture scientifique | 19 |
| Une diffusion de la culture architecturale assurée depuis longtemps | 19 |
| Les relations européennes et internationales | 21 |
| I – Une visibilité internationale due aux activités de recherche de l'école | 21 |
| II – Une difficulté à fédérer les efforts pour une stratégie commune | 21 |
| III – Une politique de mobilité étudiante bien développée | 22 |
| IV – Une mobilité des enseignants à amplifier | 22 |
| V – Une communication externe concernant l'international à améliorer | 22 |
| Le pilotage et la gestion | 23 |
| I – Une démarche de programmation pluriannuelle en voie d'émergence | 23 |
| II – Une politique de la qualité à ébaucher et à étendre au cœur de métier | 23 |
| III – Des fonctions support inscrites dans une dynamique de progrès | 23 |
| 1 ● Une gestion des ressources humaines artisanale et des compétences techniques avérées mais des défis importants à relever | 23 |
| 2 ● Un cadrage, une exécution et un suivi du budget à renforcer | 24 |
| 3 ● Des ressources informatiques gérées mais un système d'information et une stratégie numérique à bâtir | 25 |
| 4 ● Un patrimoine immobilier unique et complexe mais bien pris en charge | 25 |
| Conclusion | 27 |
| I – Les points forts | 27 |
| II – Les points faibles | 27 |
| III – Les recommandations | 27 |
| Liste des sigles | 29 |
| Observations de la directrice | 31 |
| Organisation de l'évaluation | 33 |

Présentation

L'enseignement de l'architecture à Grenoble existe depuis 1927. Héritière de l'École régionale d'architecture de Grenoble, puis de l'Unité pédagogique d'architecture grenobloise, l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (Ensa G) est un Établissement public à caractère administratif (EPA), sous la cotutelle du Ministère de la culture et de la communication (MCC) et du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR), organisé conformément au décret n°78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des Écoles nationales supérieures d'architecture (Ensa).

L'école est implantée dans le sud de la ville de Grenoble depuis la fin des années 70, dans le quartier de Villeneuve, à proximité de l'Institut d'urbanisme de Grenoble (IUG) et de l'Institut de géographie alpine (IGA).

L'Ensa G est l'une des quatre Ensa de la région Auvergne-Rhône-Alpes, avec celles de Lyon, Saint-Etienne et Clermont-Ferrand. Elle est aussi celle qui dans cette région, rassemble le plus grand nombre d'étudiants (1174 inscrits en 2015-2016) et le plus grand nombre d'enseignants (197 dont 41 titulaires, 20 associés, 42 CDI et 94 CDD). Elle compte 45 agents administratifs. Son bâtiment offre une surface Shon de 13 000 m² et son budget avoisine depuis plusieurs années les 4,5 M€ (hors masse salariale, financée directement sur le budget de l'État)³.

La recherche est développée par quatre unités⁴ qui rassemblent un effectif, tous statuts confondus, d'environ 120 personnes et d'une quarantaine de doctorants, rattachés à l'école.

Après avoir connu depuis une dizaine d'années une crise aigüe de gouvernance, déjà évoquée en 2011⁵ lors de la première évaluation par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), une nouvelle directrice dirige l'Ensa G depuis le mois de juillet 2015. L'école a adopté le schéma de formation Licence-Master-Doctorat en 2005, et délivre le diplôme d'études en architecture (DEEA, valant grade de licence) en trois ans et le diplôme d'État d'architecte (DEA, valant grade de master) en 2 ans, ainsi que l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en nom propre (HMONP). La période actuelle est marquée par le renouvellement de la stratégie de l'école en matière de formation, pour tous les niveaux, de la licence au doctorat⁶.

L'organisation de l'Ensa G, comme celle de toutes les Ensa, est appelée à évoluer prochainement pour répondre à la mise en œuvre, au cours de l'année 2016, de la Stratégie nationale pour l'architecture⁷, chantier engagé fin 2014 par le MCC⁸. Ce contexte doit conduire l'Ensa G à adapter sa stratégie et concevoir son évolution à moyen terme, étant dorénavant établissement associé de la Communauté d'universités et établissements (Comue), Université Grenoble Alpes (UGA)⁹.

³ Sources : « Les études supérieures d'architecture en France », ministère de la Culture et de la Communication, 2014. « Renseignements généraux », note Ensa G, janvier 2016.

⁴ Le laboratoire « Architecture, environnement & cultures constructives » (AE&CC), le Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain de l'UMR 1563 « Ambiances architecturales et urbaines » (AAU), les équipes « Architecture paysage montagne » (APM) et « Les métiers de l'histoire de l'architecture : édifices, villes, territoires » (MHA EVT).

⁵ Cette évaluation soulignait que cette crise de gouvernance et l'absence de stratégie globale constituaient des problèmes centraux et que sans leur résolution, il ne pourrait y avoir que des améliorations marginales alors que l'école possède un important potentiel aussi bien en recherche qu'en formation.

⁶ L'école devait déposer en mars 2016 son projet de formation pour les cinq années à venir auprès du MCC.

⁷ La stratégie nationale pour l'architecture a été présentée le 20 octobre 2015 et se compose de six axes stratégiques, totalisant 30 mesures. Cette politique publique vise à adapter le fonctionnement des Ensa pour qu'elles soient en mesure de répondre aux défis contemporains de l'architecture. Cette stratégie comporte un volet portant sur la gouvernance des écoles et un volet sur le statut des enseignants des Ensa, le rapprochant de celui des enseignants-chercheurs du MENESR.

⁸ <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Architecture/Strategie-nationale-pour-l-architecture> (mars 2016).

⁹ <http://www.communaute-univ-grenoble-alpes.fr/fr/presentation/la-comue/>

La visite d'évaluation de l'établissement, qui s'est déroulée du 26 au 28 janvier, s'est attachée à examiner plus particulièrement l'articulation entre stratégie et gouvernance, avec les éléments principaux qui pouvaient être engagés dans la définition du projet stratégique de l'école comme, les relations entre formation et recherche, le potentiel de l'environnement académique, la réussite des élèves, ses relations à l'international, et, enfin, les outils de pilotage de l'école.

La stratégie et la gouvernance

L'école présente toutes les instances statutaires de pilotage, associant des représentants des enseignants, des personnels administratifs et techniques, des étudiants et des membres extérieurs lorsque les statuts du conseil ou du comité le prévoient. Le conseil d'administration (CA) est composé de 21 membres, présidé par un membre extérieur à l'établissement, la directrice y disposant d'une voix délibérative. La commission de la pédagogie et de la recherche (CPR) est composée de 16 membres dont la directrice de l'école. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) est composé de 18 membres¹⁰.

De plus l'école présente des commissions et comités qui lui sont propres (commission des relations internationales, comité éditorial, commission des finances, etc.), dont un département recherche composé de 15 membres¹¹.

I – Des missions assurées, un nouveau positionnement stratégique à formaliser

1 ● Une capacité de l'école à assurer ses missions et son fonctionnement global

La dernière décennie de l'Ensa G fut marquée par la conjonction d'un dysfonctionnement en matière de gouvernance, des relations professionnelles et des relations entre étudiants et intervenants parfois très dégradées, l'école maintenant toutefois sa capacité à fonctionner et à assurer l'essentiel de ses missions.

Cette capacité est très probablement due à l'existence de composantes fortes. En matière de formation, elle est adossée à un corps d'enseignants permanents qui, très majoritairement, font partie d'équipes de recherche solides, reconnues pour la plupart nationalement et internationalement¹². Une part importante de ces enseignants (41 % des 41 titulaires) possède un doctorat. La formation s'appuie également sur un ensemble conséquent d'associés et de professionnels (20 associés, 42 CDI et 94 CDD). Cette capacité à fonctionner est favorisée par des ressources immobilières remarquables¹³ qui assurent l'articulation entre formation, recherche, vie sociale et culturelle.

En matière de recherche, l'Ensa G compte, depuis plus de quatre décennies quatre équipes de recherche. Deux d'entre elles (le laboratoire « Architecture, environnement & cultures constructives » (AE&CC) et le Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain de l'UMR 1563 « Ambiances architecturales et urbaines » (AAU)) ont des périmètres larges et sont inscrites dans des problématiques de recherche nationales et internationales. Les deux autres, numériquement plus petites, ont des problématiques de recherche plus spécifiques comme l'équipe « Architecture paysage montagne » (APM).

2 ● Une crise de gouvernance et des conflits internes qui ont freiné la mise en œuvre du projet stratégique 2012-2016

Les problèmes de gouvernance sont issus de la divergence de points de vue sur le mode de direction de l'école et le mode d'exécution, conduisant à une succession de conflits. Ce dysfonctionnement a engendré des

¹⁰ Les autres commissions statutaires sont : commission d'orientation et de validation des études, de l'expérience professionnelle et des acquis personnels (19 membres), commission d'évaluation des enseignements, commission de discipline, comité technique (12 membres).

¹¹ « Le département recherche se réunit en moyenne 5 à 6 fois par an. Il se réunit également dans sa composition restreinte aux seuls directeurs des entités de recherche afin d'émettre un avis consultatif sur le classement des demandes de contrats doctoraux auprès du ministère, les attributions de décharges horaires pour recherche ou tout autre dossier en lien avec la recherche à la demande du directeur et/ou du CA. » Source : « Les instances de fonctionnement de l'école », mise à jour novembre 2015, document Ensa G.

¹² Cf. résultats de la campagne d'évaluation HCERES vague B 2015-2016.

¹³ 10 000 m² pour la formation et la recherche.

problèmes psychosociaux qui ont fait l'objet d'une étude¹⁴ demandée en 2009 par le CHSCT. Cette étude, menée en 2014, préconise un certain nombre de recommandations, dont celles portant sur la prévention de risques psychosociaux à l'attention des enseignants et des étudiants. Ces résultats ont été intégrés dans la stratégie de la nouvelle direction.

L'école a assuré néanmoins ses principales missions et a été en capacité de constituer pour la période 2012-2016 un projet stratégique d'établissement qui n'a pas pu être mis en œuvre dans son intégralité¹⁵. Du fait de nombreux dossiers à rendre prioritairement (évaluation et accréditation des formations) et des élections au conseil d'administration prévues en mai 2016, l'établissement a fait le choix de préparer son nouveau projet d'établissement 2017-2021 au second semestre 2016.

3 ● Un milieu et un environnement favorables à la conception d'une nouvelle gouvernance et d'une stratégie nouvelle

Avec un dialogue social réel et vivace qui met toutefois en exergue des rapports pas complètement apaisés entre la communauté enseignante et celle du personnel administratif d'une part, et au sein de la communauté enseignante, entre les personnels permanents et les intervenants extérieurs d'autre part¹⁶, l'école possède pour autant les moyens d'affirmer son positionnement.

Elle fait montre de nombreux atouts. Parmi ceux-ci, elle possède une équipe administrative organisée¹⁷, des équipes de recherche reconnues, des filières de formation post-master liées à la recherche, un projet pédagogique, du DEEA au DEA, en cours de renouvellement et un nouveau projet de HMONP, validé par le MCC. Ses partenariats sont diversifiés et manifestent l'engagement des membres internes et externes aux différents conseils de l'école (bien qu'à ce jour, la participation des étudiants reste modeste - cf. *infra*)¹⁸.

Deux facteurs principaux sont favorables à la conception d'un nouveau projet stratégique. L'un correspond à l'inscription de l'école dans son environnement universitaire régional avec la Comue UGA. L'autre correspond à la mise en place des structures nouvelles qui vont organiser toutes les Ensa, les rapprochant du modèle universitaire avec un rôle renouvelé des enseignants qui auront vocation à être des chercheurs, tout en participant à l'administration des établissements.

Une nouvelle gouvernance et un nouveau projet stratégique sont les chantiers à lancer pour clore une phase d'instabilité qui dure depuis plus de dix ans.

II – Un partenariat développé mais à mieux organiser

Les partenariats de l'école étaient traités par deux objectifs du projet d'établissement 2012-2016. L'objectif 2 visait à renforcer les liens avec le monde académique, l'école étant déjà partenaire du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (Pres) qui a précédé l'actuelle Comue. L'objectif 10 visait la diffusion de la culture architecturale et la consolidation des liens avec les « relais territoriaux », la Maison de l'architecture, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), l'Ordre des architectes, etc.

¹⁴ Secafi (Groupe Alpha), École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, Expertise sur les risques psychosociaux, Rapport définitif, 22 octobre 2014, 84p.

¹⁵ Ce projet d'établissement était composé de trois grandes parties. La première portait sur la pédagogie, la seconde sur les activités culturelles et la troisième sur la gouvernance. Ce sont au total 16 objectifs qui étaient fixés. L'analyse de la situation montre que les objectifs de gouvernance n'ont pas pu être atteints, alors que le restant a pu être développé. Synthèse des objectifs du projet d'établissement, Ensa G, projet d'établissement 2012-2016.

¹⁶ Secafi (Groupe Alpha), École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, Expertise sur les risques psychosociaux, Rapport définitif, 22 octobre 2014, 84p.

¹⁷ Une partie du personnel administratif a été renouvelé, la responsable de l'agence comptable et son assistante, le responsable des ressources financières, des ressources immobilières, mobilières et techniques, le directeur des études, etc.

¹⁸ Le Conseil d'administration, qui sera en partie renouvelé en 2016, a amélioré son fonctionnement au cours du dernier intérim de direction, avec la mise en place de réunions de préparation du CA qui ont permis de faciliter le travail et d'accroître la compréhension et le partage des décisions, notamment par les étudiants élus.

1 ● Un environnement académique stratégique complet

- Un ensemble régional d'écoles

Le réseau régional des Ensa qui incluait jusqu'à peu deux autres écoles, celles de Lyon et de Saint-Etienne, compte en plus celle de Clermont-Ferrand. La proximité régionale n'apparaît pas comme un facteur de développement d'actions et de projets spécifiques (si ce n'est l'évènement « La charrette »¹⁹), les relations étant restées informelles. Pour autant, le développement d'une stratégie régionale visant à clarifier les particularismes des écoles devrait être possible.

- Des formations et des ressources partagées avec l'Université Grenoble Alpes

L'Ensa G a développé des relations depuis plusieurs années avec les Instituts de géographie alpine et d'urbanisme de Grenoble (IGA, IUG) de l'université Grenoble-Alpes. Ces deux entités constituent la Cité des territoires qui offre des dispositifs communs. L'école est partie prenante de quatre des sept spécialités du master « sciences des territoires » et les bibliothèques de la Cité sont ouvertes à l'ensemble de ses étudiants. Imaginée il y a plus d'une dizaine d'années, cette cité est toujours en cours de développement afin de faire du site grenoblois, l'un des principaux pôles français en matière de formation en sciences sociales de l'espace.

Les laboratoires de l'Ensa G sont parties prenantes de l'école doctorale (ED) « Sciences de l'Homme du politique et du territoire » de l'université Grenoble Alpes. Cette ED rassemble à ce jour plus de 370 doctorants dont tous les doctorants (une quarantaine) inscrits dans les laboratoires de l'Ensa G. Ces laboratoires sont représentés au sein du conseil de l'ED, et en organisent un cours depuis plusieurs années.

- La Comue Université Grenoble Alpes

Au sein de la Comue qui a obtenu un IDEX²⁰ tout début 2016, l'Ensa G est l'un des quatre établissements associés renforcés avec l'université Savoie-Mont-Blanc, Sciences-Po Grenoble et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). Cette Communauté vise à développer la visibilité de ses lieux de formation tant pour ses étudiants actuels que ses futurs étudiants. La participation de l'école à l'organisation de la Comue se concrétise par la mobilisation de l'équipe de direction pour la définition des choix stratégiques, et des laboratoires de recherche pour définir le rôle de l'école en matière de développement et de valorisation de la recherche.

- Les réseaux liés à la recherche

Les principaux laboratoires de recherche de l'école ont des périmètres larges. Ils constituent un réseau de relations académiques qui est une ressource dans le cadre de la formation et de la recherche à l'Ensa G. A titre d'exemple, l'unité de recherche « Architecture environnement et cultures constructives » (AE&CC) est liée au laboratoire Craterre, de dimension internationale et intercontinentale. De même, l'UMR « Ambiances architecturales et urbaines » (AAU), associée au niveau français l'Ensa et l'école centrale de Nantes et anime le réseau international de recherche « Ambiances.net ».

2 ● Un partenariat avec les collectivités territoriales en évolution

L'Ensa G entretient des relations avec ses partenaires territoriaux, la Région Auvergne Rhône Alpes, la Ville de Grenoble, plus récemment Grenoble-Alpes Métropole et dans une moindre mesure le Département de l'Isère.

Jusqu'en 2015, le soutien de la Région à l'école fut un soutien financier sur projets, tant en matière de formation que de recherche. Les changements qui ont eu lieu au 1^{er} janvier 2016 au niveau régional peuvent être un facteur d'évolution de ce soutien²¹.

¹⁹ L'évènement « La charrette » est organisé à tour de rôle par les trois Ensa de la région Auvergne-Rhône-Alpes et consiste en un concours de trois jours (et deux nuits). Très apprécié des étudiants directement impliqués dans son organisation, il est soutenu par le Conseil régional de l'Ordre des architectes.

²⁰ Initiative d'excellence.

²¹ La visite a eu lieu dans le mois qui a suivi les élections régionales. N'ayant pas encore mis en place sa nouvelle politique, la Région n'a pas souhaité que son représentant soit rencontré par le comité.

Les liens avec la Ville de Grenoble sont anciens et forts. Elle subventionne l'école à hauteur de 15 000 € environ par an. Ce partenariat conventionné porte sur des études menées dans le cadre d'ateliers, avec la participation d'élus et de techniciens. Il inclut des séances de travail et d'échanges avec les élus. L'école est partenaire de manifestations organisées par la Ville, comme la biennale de l'habitat durable. La délégation à Grenoble-Alpes Métropole des compétences en aménagement et urbanisme par chacune de ses communes va modifier à court terme ce partenariat. L'Ensa G gagnerait à établir avec la Métropole les relations de coopération menées jusqu'alors avec la Ville de Grenoble.

Le partenariat avec le Département de l'Isère n'est pas développé, bien que des opportunités existent, notamment par la valorisation de compétences de l'école dans les domaines du patrimoine et de l'architecture en montagne.

Ces partenariats sont fondés sur des liens à renforcer. Ils seront d'autant plus viables que les enseignants incluront plus fortement le développement et le suivi de ces relations dans leur champ d'activité.

3 ● Des partenariats avec les milieux socioéconomiques étoffés mais à renforcer

Ces partenariats professionnels, de recherche et culturels, incluent une composante formation, l'Ensa G constituant traditionnellement un vivier de ressources pour le monde de l'architecture ; les agences accueillent notamment les mises en situation professionnelle²² dans le cadre de l'HMONP. La relation aux milieux socioprofessionnels s'opère également *via* la perception de la taxe d'apprentissage, dont la recette a baissé significativement au cours des dernières années (-41 % entre 2011 et 2013).

L'ensemble des architectes issus de l'école est peu suivi, car l'Ensa G n'a pas encore favorisé la création d'un réseau de professionnels formés en son sein qui pourrait faciliter des collaborations potentielles, l'aide au placement de ses élèves, et la participation à l'élaboration de ses projets stratégiques.

L'Ensa G est un partenaire important du Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Haute-Savoie (CAUE 74) En plus des collaborations valorisées sous forme d'expositions, de publications et de communications, ce CAUE accueille des stagiaires de l'école, sollicite ses enseignants pour assurer des cours d'architecture à destination des élus et techniciens et peut proposer des sites pour des travaux dirigés en DEA. Il accueille un poste permanent de doctorant et, à la suite de trois premiers contrats « conventions industrielles de formation par la recherche » (Cifre), est en discussion pour mettre en place un quatrième. Pour se réapproprier l'aventure d'une architecture du XX^e siècle, le CAUE 74 s'est appuyé sur les laboratoires « Architecture paysage montagne » et « Métiers de l'histoire de l'architecture ». Il est aussi impliqué dans le pôle de ressources pour l'éducation artistique et culturelle (Preac) fondé par les CAUE de Savoie et Haute-Savoie, l'Ensa G en ayant repris la maîtrise d'œuvre. En appui de ses missions pédagogiques, le CAUE est en contact avec le laboratoire Craterre. Ce dernier développe son partenariat avec Actis²³. autour de projets innovants « bois et terre »²⁴.

Les échanges entre la Maison de l'architecture (MA) de l'Isère et la cinémathèque et l'Ensa G sont nombreux et anciens. Cette MA²⁵, dont la directrice est enseignante contractuelle à l'Ensa G, compte environ une centaine d'adhérents architectes ou étudiants en architecture. Des représentants de l'école siègent au CA de la MA Isère. Située au centre-ville de Grenoble, elle est très fréquentée par les étudiants autour de ses activités (expositions et cycle de conférences)²⁶.

Les actions en milieu scolaire font l'objet d'un partenariat avec le lancement en 2010 de l'action « Un premier pas vers l'architecture » qui permet d'accueillir à l'Ensa G des publics scolaires *via* des sessions de découverte. L'école vise à développer sa participation dans la formation professionnelle qui se déroule dans

²² Au minimum 6 mois équivalent plein temps.

²³ Actis : Office public d'habitat de la région grenobloise.

²⁴ La réponse élaborée conjointement dans le cadre d'un appel à projets pour l'Union pour l'habitat sur l'architecture de la transformation a permis au groupement de faire partie des seize équipes finalistes.

²⁵ Elle est un lieu de diffusion et d'échanges avec l'extérieur, les collectivités ou les professionnels architectes.

²⁶ Ces activités sont parfois élaborées à partir de propositions des associations d'étudiants. La MA accueille d'originaux « matchs de conception architecturale » qui opposent, le temps d'une soirée, des équipes d'étudiants autour d'un défi de conception architecturale.

plusieurs Maisons de l'architecture. Elle est également partie prenante du projet Preac « Architecture » avec le MENESR. Son partenariat culturel inclut celui développé avec la cinémathèque de Grenoble²⁷.

Si le Conseil régional de l'Ordre des architectes (Croa²⁸) exprime son souhait de développer des actions de formation avec l'Ensa G²⁹, l'école ne s'est pas saisie jusqu'à présent de cette demande d'interventions pour développer de façon plus forte les relations qu'elle entretient avec ce conseil. Pour autant, le Croa siège statutairement dans les jurys de HMONP et participe au dispositif HMONP qui prévoit 150 heures de formation (trois demi-journées sont assurées par des membres du Croa).

En conclusion, les partenariats académiques de l'Ensa G sont en phase de renforcement avec la création de la Comue. Ses partenariats professionnels et culturels avec les collectivités et les grands organismes en architecture sont variés et l'école devrait en assurer le développement et le suivi, notamment avec les professionnels qu'elle a formés.

III – Une identité affirmée et une communication à renforcer

Afin de mieux assurer sa place dans le paysage national et international de l'architecture, l'Ensa G possède les atouts pour mieux affirmer son identité et adapter sa communication.

1 ● Une identité affirmée par l'Ensa G autour de trois éléments principaux

- Expérience et expérimentation

L'Ensa G met en valeur la part de l'expérimentation dans la formation parallèlement aux enseignements théoriques. Elle s'appuie pour ce faire sur les Grands Ateliers de l'Île d'Abeau, groupement d'intérêt public (GIP) dont elle est membre fondateur³⁰.

- Pluridisciplinarité

L'Ensa G assume et organise tant en formation qu'en recherche, les interactions entre sciences et techniques et sciences humaines et sociales.

- Formation et recherche

L'Ensa G poursuit une relation forte établie historiquement entre la formation et la recherche qui vise à répondre aux évolutions spatiales et sociales, actuelles et futures.

2 ● Un service « communication, valorisation, diffusion » doté de moyens récurrents

Avec un agent chargé des missions de ce service, l'école affirme son identité à travers tous les moyens de communication destinés au public extérieur mais également en son sein³¹. Sa communication se développe autour de trois axes :

- La communication interne

Il s'agit plus d'une diffusion d'informations que d'une communication interne. Le *webmaster* en charge de l'intranet assure également un autre mi-temps au service informatique. La communication s'appuie sur un étudiant pour la PAO³² de la charte graphique. L'école a renouvelé en priorité son site Internet en 2011 qui propose des versions en anglais et en espagnol. Son intranet se résume à diffuser des informations provenant

²⁷ De statut associatif, ses liens privilégiés avec l'Ensa G découlent de sa présidence par un enseignant de l'école. Ce partenariat est à l'origine du cycle « Traversées urbaines ». Etudiants et enseignants y sont très présents et bénéficient de la gratuité à l'ensemble du cycle. La cinémathèque accueille également des étudiants en stage.

²⁸ Fort du regroupement avec l'Auvergne, le Croa voit son effectif d'inscrits passer de 3 100 architectes (soit environ 1 100 agences) à 3650 inscrits.

²⁹ Source : entretien avec le représentant du Conseil régional de l'Ordre des architectes.

³⁰ <http://www.lesgrandsateliers.org/>

³¹ Pour ce faire, l'Ensa G a mis en place au printemps 2014 une nouvelle charte graphique dont chaque communauté s'est emparée.

³² PAO : publication assistée par ordinateur.

des services. Pour améliorer cette communication, un bulletin d'information mensuel éviterait l'encombrement des boîtes de courriels.

- La communication vers les étudiants et les anciens étudiants

Il n'y a ni association, ni annuaire des anciens élèves pour assurer une communication externe vers ces publics. Auprès des communautés étudiante, enseignante et administrative, une distinction est faite entre la communication institutionnelle qui leur est directement adressée et l'actualité hors les murs qui fait l'objet d'une diffusion par courriel à un rythme hebdomadaire ou bimensuel.

- La communication externe

La communication externe concerne surtout l'évènementiel. Elle est principalement assurée par courriel à partir de différentes listes de diffusion permettant de mieux cibler les différents publics totalisant environ 2 000 adresses. L'évènementiel est également diffusé en support papier (affiches, plaquettes, etc.) chez les partenaires régionaux (universités, CAUE, etc.).

Bien que fonctionnelle, la communication est un élément qui pourrait être adapté au projet stratégique que l'école mettra en place. Pour ce faire, dans le cadre du renouvellement de l'emploi dédié, le profil de ce poste pourrait être redéfini.

La recherche et la formation

I – Une école forte de ses unités de recherche

1 ● Des unités de recherche inscrites dans le paysage local, national et international

Les unités de recherche (UR) qui occupent au sein de l'école une surface de 1 500 m² (environ 13 % de la surface totale), constituent un pôle important, nécessairement composante et vecteur de la stratégie de l'établissement, tant en matière de formations, initiale et continue, que de formation doctorale et de diffusion de la culture architecturale, scientifique et technique.

Parmi les 120 personnes liées au pôle grenoblois que comptent ces quatre laboratoires, 66 sont supportés par l'Ensa G. Sur ces 66 personnes, 21 sont chercheurs, 41 sont des enseignants qui n'ont pas encore le statut d'enseignant-chercheur, et 4 sont techniciens ou personnels administratifs. Ces quatre UR accueillent 38 doctorants. 6 sont enseignants titulaires ou contractuels, 13 bénéficient d'une allocation doctorale, dont 3 allouées par le MCC, 5 sont sur contrat Labex³³. Les 14 autres sont salariés ou sans financement particulier. Ce sont donc au total 92 personnes qui constituent le socle du département recherche de l'Ensa G.

L'UMR AAU associe le pôle grenoblois avec l'Ensa G et le pôle nantais avec son Ensa et l'École centrale, avec au total plus d'une cinquantaine de chercheurs et d'enseignants pour chaque pôle.

Les trois autres équipes sont centrées de façon dominante sur le pôle de Grenoble.

L'unité AE&CC regroupe 62 personnes dont 23 sont directement rattachées à l'Ensa G. Lauréat de l'appel à projet « Laboratoire d'excellence » en mars 2011, le projet AE&CC (« Architecture, environnement & cultures constructives ») proposé par cette unité est dédié aux problématiques liées à l'habitat, au patrimoine bâti et aux matériaux de construction dans un environnement durable.

AE&CC et AAU entretiennent des relations de recherche au sein de réseaux internationaux (Craterre, et Chaire Unesco « Architectures de terre, cultures constructives et développement durable », pour AE&CC, et le réseau international « Ambiances » pour l'UMR AAU).

Les deux autres équipes, MHA EVT et APM³⁴ ont un périmètre plus restreint.

L'importance de la recherche au sein de l'Ensa G est illustrée par le seul Labex géré directement par une école d'architecture. Ces unités sont une ressource favorisant le positionnement de l'école au sein de la Comue UGA qui est en cours de développement. Ce positionnement se traduit par la participation du département recherche au pôle « Sciences juridiques, politiques, économiques, du territoire, sociologie et gestion » de la Comue avec trois représentants au sein de son conseil, et de manière secondaire au pôle « Arts, lettres, langues, sciences cognitives, cultures et patrimoines », avec un représentant au sein de son conseil.

2 ● Des unités de recherche soutenues par l'école

Le soutien de l'école à la recherche est pluriel et constant. Il trouve son expression dans un organigramme des services renouvelé, avec un pôle « Valorisation, partenariats, recherche et international » comptant cinq agents administratifs. Ce soutien inclut les décharges en matière d'enseignement, financées sur fonds propres, dont peuvent bénéficier certains enseignants titulaires, notamment ceux engagés dans la formation doctorale (3 à ce jour). L'école soutient la formation doctorale avec sa gestion administrative des doctorants inscrits à l'ED Sciences humaines et sociales (SHS) de l'UGA. Ce soutien inclut également la valorisation de la recherche sous la forme d'une aide financière à l'édition.

³³ Laboratoire d'excellence.

³⁴ L'évaluation de cette dernière, par le HCERES, qui compte une quinzaine de membres sans habilitation à diriger des recherches (HDR), l'invite à redéfinir son projet scientifique au sein d'une unité plus large.

3 ● Mais une reconnaissance institutionnelle qui pourrait se renforcer

Le rôle des enseignants qui mènent une activité de recherche au sein d'équipes reconnues pourrait évoluer avec l'attribution du statut d'enseignant-chercheur au personnel statutaire et associé des Ensa, et par la modification des structures de pilotage que doit proposer le MCC. Les écoles pourraient être dotées d'un conseil d'administration ayant un sous-ensemble formation et un sous-ensemble recherche, chacun d'eux étant piloté par un enseignant-chercheur³⁵. Avec son activité de recherche importante, l'Ensa G pourrait alors jouer le rôle de modèle en matière de gouvernance pour l'ensemble des Ensa. Elle pourrait également servir de laboratoire pour une implication reconnue statutairement de ses enseignants-chercheurs dans l'administration de ses activités.

II – Une offre de formation diversifiée et originale

Tout en inscrivant ses formations de niveaux DEEA, DEA, post-master et doctorat dans le cadre national d'enseignement de l'architecture, l'Ensa G propose des parcours différenciés à l'ensemble de ses étudiants. Les six thématiques du DEA³⁶ permettent aux étudiants de personnaliser leur formation avec un parcours particulier. Les filières les plus demandées en DEA sont « paysage, montagne » et « ambiance et culture numérique ».

Par ailleurs, l'Ensa G est engagée dans le master « Sciences du territoire » organisé par l'Institut de géographie alpine et l'Institut d'urbanisme de Grenoble³⁷ via quatre des spécialités. Cette offre de formation initiale, très importante et diversifiée, mériterait une information plus fine auprès des étudiants pour être valorisée.

Alors que la formation à l'HMONP de l'Ensa G vient d'être réhabilitée (fin 2015) par le MCC, l'école finalisait pour mars 2016 son dossier de formation initiale, DEEA et DEA³⁸. La construction de ce dossier a été l'occasion de revisiter une part de l'offre de formation initiale par l'élaboration d'un nouveau programme pédagogique. Cette construction qui a engagé l'ensemble du corps enseignant permet tout à la fois de réaffirmer des fondamentaux (la culture de la production notamment) de l'enseignement de l'Ensa G et d'ajuster certains équilibres.

Mais l'élaboration d'un nouveau de projet formation n'a pas pu utiliser les résultats d'une évaluation menée par les élèves de leur formation, l'établissement n'ayant pas mis en œuvre de façon systématique cette procédure d'évaluation. Pour autant, ce projet apparaissait explicitement dans le projet d'établissement 2012-2016, au titre de l'objectif 12, recommandé par la dernière évaluation AERES de l'établissement.

L'école a voulu conforter la place de l'expérience et de l'expérimentation dans les enseignements, confirmée lors de la visite où les nombreux ateliers débordent d'activité. À côté des enjeux professionnels (faire redescendre aux niveaux DEEA et DEA des enseignements qui avaient été limités à la HMONP lors de la dernière réforme) et d'adossement à la recherche (valoriser la mention recherche), l'Ensa G a souhaité traiter les enjeux de l'architecture dans le monde contemporain, notamment dans leur dimension transversale autour des questions environnementales, économiques et technologiques. Pour le DEEA, un système de « majeures » permet de croiser des enseignements autrefois cloisonnés. Les cours ont été répartis entre trois grands champs : « environnements mondes physique », « mondes sociaux et usages » et « mondes techniques et arts de la représentation ». Un système optionnel va grandissant jusqu'au DEA, en allégeant le cursus. Les projets hors les murs avec de nombreux partenaires sont conduits à chaque niveau de la formation engageant, les étudiants dans une activité collaborative et parfois solidaire. Le système de parrainage entre les étudiants des premières années de DEEA constitue une initiative heureuse qui permet une meilleure connaissance des cursus et peut dans certains cas limiter des décrochages.

³⁵ Proposition rappelée par un représentant de la Direction de l'architecture du MCC au cours de la visite d'évaluation.

³⁶ Les pensées du projet : L'architecture comme discipline ; Architecture, villes, ressources ; Architecture, environnement et cultures constructives ; AEdification, grands territoires, villes ; Architecture, ambiances et cultures numériques ; Architecture, paysage, montagne.

³⁷ Diplôme délivré conjointement avec l'université.

³⁸ L'école a remis au MCC son projet pédagogique alors que son projet stratégique n'a pas pu être établi pour les années à venir.

L'Ensa G délivre également un diplôme propre aux écoles d'architecture (DPEA) de niveau master, en Design pour l'architecture, et un diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA) de niveau post-master, dédié à l'architecture de terre.

Concernant la formation continue (environ une quarantaine d'inscrits par an), l'Ensa G a limité son offre à deux champs. Le premier, en lien avec la Maison de l'architecture de l'Isère concerne la médiation de l'architecture et la formation des enseignants du secondaire et primaire. Ce programme connaît des développements nationaux et s'étend à Paris, Nantes et Clermont-Ferrand. Le second est porté par l'unité de recherche AE&CC avec son laboratoire Craterre qui propose des formations dans le champ du développement durable.

Ces deux formations ne concernent pas directement les professionnels de l'architecture. La taille de l'établissement et le très grand nombre de compétences réunies pourraient faire une place plus grande à la formation continue pour le champ professionnel de l'architecture, pas encore coutumier de cette pratique d'actualisation des connaissances.

Structurée en filières nombreuses et parfois originales, et pour certaines en partenariat avec l'université, l'offre de formation est en bonne voie de rationalisation au niveau DEEA et en cours d'adaptation au niveau DEA. L'évaluation systématique devrait être mise en œuvre afin que les élèves soient encore plus acteurs de la formation qu'ils reçoivent. Enfin, le fort potentiel de formation continue n'est pas à ce jour suffisamment exploité vis-à-vis des architectes et des professions voisines.

III – Des liens construits entre recherche et formation

1 ● Une formation en grande partie liée aux compétences recherche des enseignants

La relation entre recherche et formation avait caractérisé la création de l'Unité pédagogique d'architecture grenobloise, à la fin des années 60, aujourd'hui, Ensa G. Ce lien est toujours manifeste et exprimé à différents niveaux de formation de l'école, du DEA au doctorat.

En DEA, ce sont quatre de ses six thématiques qui correspondent par leurs intitulés et leurs enseignements aux compétences de recherche des quatre UR présentes au sein de l'école.

Ce lien est d'autant plus fort que ces thématiques étaient quasiment devenues des filières, avec l'abandon d'une partie commune, aujourd'hui remis en cause dans le cadre du nouveau projet de formation. La formation à la recherche au sein de l'actuel DEA n'est assurée que par un seul séminaire choisi par les étudiants qui souhaitent travailler à la réalisation d'un projet de fin d'études recherche. Cette place réduite de la formation à la recherche n'avait pas fait l'objet d'une réorientation dans le cadre du projet d'établissement 2012-2016. Avec son potentiel de recherche, l'Ensa G pourrait à terme revoir cette position.

Rappelons qu'au niveau post-master, l'école propose tant à ses diplômés qu'à d'autres étudiants (ingénieurs, etc.) le DSA « Architecture de terre » adossé aux compétences recherche du laboratoire Craterre.

2 ● Un service de documentation qui fonctionne bien mais qui est quelque peu éloigné du reste de l'école

La bibliothèque est dotée d'environ 18 000 volumes et mène une politique systématique de mise à jour du fond. La part accordée dans le budget de l'école est reconnue comme étant suffisante pour l'achat des volumes et des revues demandés par les enseignants³⁹.

La bibliothèque est connectée au réseau des bibliothèques des Ensa, géré par le portail documentaire Archires⁴⁰. Un catalogue commun est consultable par le logiciel Koha. Tous les mémoires de projet de fin d'études (PFE) et de HMONP (des cinq dernières années) et quelques travaux de DEA sélectionnés par les enseignants sont numérisés et accessibles aux étudiants sur l'intranet de l'école. L'accès est donné à de très

³⁹ Source : entretien avec la responsable de la documentation.

⁴⁰ Ce portail, géré par les Ensa de Toulouse et de Normandie et basé sur le bénévolat, connecte 17 bibliothèques des Ensa (Nantes, Strasbourg et Saint-Étienne exclues). Un séminaire est organisé chaque année pour la mise à jour du système.

nombreuses revues spécialisées (130 titres en abonnement), à des DVD, des cartes et plans. Depuis janvier 2015, l'abonnement à *Avery Index to Architectural Periodicals*⁴¹, une base de données d'articles sur les périodiques d'architecture, est actif.

La bibliothèque possède un fond ancien hérité d'un ancien enseignant⁴² e l'École de beaux-arts de Paris, (donation privée), conservé en archive mais pas encore entièrement catalogué. La bibliothèque est aussi dotée d'une salle vidéo équipée de trois postes informatiques qui sert de salle de ressources en langues. Les cinquante places assises pour la consultation sont largement insuffisantes pour une fréquentation moyenne de 250 entrées par jour (surtout concentrées dans l'après-midi), qui deviennent environ 500 en fin de semestre. La bibliothèque⁴³ est distribuée sur un niveau principal et quatre mezzanines, ce qui rend nécessaire la présence d'un moniteur en plus de la personne qui gère les prêts.

Les horaires d'ouverture sont restreints⁴⁴ depuis qu'en 1999 deux postes de documentalistes ont été supprimés. Aujourd'hui la bibliothèque compte sur le travail de seulement deux documentalistes à temps partiel, aidés de 10 étudiants payés par l'école, un effectif encore insuffisant pour étendre les horaires d'ouverture.

En plus, chaque unité de recherche de l'école possède son fond propre, géré par des documentalistes (dans le cas de l'UMR AAU et d'AE&CC). Une collaboration existe entre tous ces documentalistes. Mais une intégration éventuelle est freinée par un usage de logiciels différents (PMB vs. Archires).

En conclusion, le service de documentation est bien organisé. Mais on note un certain éloignement du cœur de l'école alors que le projet original plaçait la bibliothèque près de l'axe principal de distribution des flux pour faciliter sa reconnaissance comme lieu de référence commun à l'école. Il est peu utilisé par les enseignants qui favorisent l'accès aux ressources en ligne.

⁴¹ Base de données gérée par la « Columbia University » de New York, préférée au système Kheox fourni par Le Moniteur.

⁴² Pierre Saddy.

⁴³ Elle occupe 683 m² soit 5 % de la surface du bâtiment.

⁴⁴ Lundi 14h-18h ; mar-jeu 9h-18h ; sam-dim fermée.

La réussite des étudiants

I – Une diversité de la formation et une insertion professionnelle à mieux faire connaître

1 ● La recherche de la diversité dans le recrutement

L'Ensa G organise différents événements afin que les élèves, du primaire au lycée, puissent être sensibilisés à l'architecture (stages d'égalité des chances, visites de l'école, journées portes ouvertes, semaines de sensibilisation en partenariat avec l'Académie de Grenoble). Grâce à cela, l'Ensa G a toujours eu un grand nombre de candidats⁴⁵ au concours d'entrée en 1^{ère} année. Le concours propre à l'école lui permet d'assurer la diversité de ses étudiants. L'Ensa G souhaite maintenir la diversité qui caractérise jusqu'à ce jour son recrutement d'étudiants.

2 ● Un accompagnement des étudiants à poursuivre

L'établissement a développé une politique d'aide à la réussite. Il a mis en place un dispositif de tutorat qui permet de limiter les échecs pour les élèves redoublants. Aujourd'hui, entre vingt et trente étudiants profitent de ce soutien, un nombre encore trop faible pour l'école. Par ailleurs l'Ensa G s'interroge sur les actions à mettre en œuvre pour que cette aide ne soit plus perçue par les étudiants comme un échec.

L'orientation des étudiants s'effectue en 3^e année de DEEA avec une présentation des différentes filières du DEA ; puis en 1^{ère} année de DEA où, durant une semaine, les unités de recherche viennent expliquer leurs problématiques. Il serait souhaitable que l'école élabore un livret des études expliquant la diversité de l'offre (du 1^{er} au 3^e cycle, HMONP, etc.). Il pourrait également contenir des explications sur l'organisation et le fonctionnement des instances de pilotage de l'école.

3 ● L'insertion professionnelle à mieux connaître

La diversité des métiers de l'architecture fait l'objet de présentations, notamment par différents intervenants en 2^e année de DEEA. Plusieurs exercices et événements permettent aux étudiants de se trouver en situation réelle préprofessionnelle comme les stages, jugés trop limités en nombre et durée par des étudiants.

Par ailleurs, les nombreux partenariats, professionnels, académiques, culturels, favorisent les projets « hors les murs », propices à une bonne compréhension des enjeux architecturaux, comme l'expérience très originale des Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau, dont l'école fut l'un des fondateurs. Ces ateliers permettent à plusieurs dizaines d'étudiants de tester en grandeur nature des chantiers de construction et parfois au sein d'équipes pluridisciplinaires⁴⁶. La forte dimension de « production » a été soulignée par les partenaires de l'école, tout comme la qualité des travaux.

Le calendrier du DEEA préserve une semaine pour que les plus jeunes étudiants puissent assister aux PFE de leurs aînés, étape importante de la professionnalisation.

Mais l'établissement ne dispose pas de données sur l'insertion professionnelle des diplômés. Un financement régional avait permis la création d'un observatoire qui n'a pas été pérennisé. Il est indispensable que l'établissement se dote d'outils de suivi pour mieux orienter sa politique de formation. L'école, en créant un réseau des diplômés de l'Ensa G, pourrait ainsi offrir une bonne visibilité des métiers de l'architecture.

⁴⁵ 2 500 candidats en 2015 pour 150 places en première année de DEEA.

⁴⁶ Ces Grands Ateliers permettent aussi une expérience de vie, les étudiants travaillant et logeant au même endroit. Il faut noter que l'école prend en charge les déplacements et les hébergements des étudiants.

II – Le soutien de l'établissement pour la vie étudiante

1 ● Une vie associative dynamique à préserver

Spécialisées par domaine (culture, sport, international, junior entreprise, etc.), les sept associations étudiantes sont une vraie richesse pour l'école. Elles apportent une grande qualité de vie étudiante et créent un esprit de famille au sein de l'école. Elles ont la possibilité de se présenter lors de la rentrée des étudiants en 1^{ère} année.

La vie associative est particulièrement encouragée par l'école. Cette dernière finance les associations (entre 1 500 € et 3 800 €) en fonction de leurs missions et met à la disposition de chacune un local avec du mobilier adapté.

Le Bureau des associations, autrefois chargé du lien entre l'administration et les autres associations, s'est désormais resserré sur une mission d'accueil et d'intégration des étudiants dans la mesure où l'administration organise elle-même cette coordination.

Ce sont les étudiants de DEEA qui s'engagent le plus dans le fonctionnement des associations. Mais le grand nombre d'associations contraste avec le faible nombre d'adhérents. En effet, le plus grand nombre des étudiants qui participent aux activités proposées ne cotise pas et la pérennité des associations est ainsi en danger. Conscient de l'enjeu que représente l'engagement des étudiants dans ces associations, le nouveau programme pédagogique de l'établissement prend en compte la surcharge des emplois du temps et vise à valoriser l'investissement des étudiants.

2 ● Un engagement limité des étudiants dans la gouvernance

Les étudiants qui siègent au conseil d'administration manifestent le sentiment d'être écoutés. Alors que la culture de la discussion est diffusée au sein du CA, les étudiants ne comprennent pas toujours le sens des documents qui leur paraissent trop volumineux. Une formation préalable, même modeste, pour les nouveaux élus pourrait favoriser une meilleure appropriation des enjeux financiers et stratégiques. De plus, elle faciliterait la maîtrise du rôle de cette instance et les enjeux des délibérations pour un public pas toujours familier de ces procédures.

La participation étudiante gagnerait à être encouragée, les représentants n'étant pas présents à toutes les séances.

3 ● Les investissements de l'établissement pour la qualité de la vie étudiante à développer

L'Ensa G dispose d'une cafétéria confiée en gestion à une entreprise. C'est un espace permettant à tous de se regrouper, un lieu qui participe de la bonne qualité de vie étudiante. Cependant, pour amplifier cette qualité, la création d'un espace dédié au travail personnel et en groupe, serait souhaitable.

La participation de l'école à la Comue offre de réelles perspectives d'amélioration de la qualité de la vie étudiante, domaine investi par cette communauté dans le cadre de sa politique campus dédiée à la vie des étudiants, allant du cadre de vie au développement de l'activité sportive, peu présente actuellement au sein de l'Ensa G.

La valorisation et la culture scientifique

Une diffusion de la culture architecturale assurée depuis longtemps

La valorisation de la recherche est une activité prise en compte au sein de chacun des laboratoires de l'école.

Le niveau de valorisation de l'école est lié à l'implication des UR dans leurs environnements, national et international, et des applications que peuvent avoir ces recherches. À titre d'exemple, le degré de valorisation de la recherche sur l'utilisation de la terre comme matériau de construction (unité AE&CC) est élevé, et trouve son expression par la Chaire Unesco gérée par cette unité, ainsi que par le laboratoire Craterre qui lui est fortement lié. De son côté, l'UMR AAU mène une politique d'édition des résultats de la recherche avec une revue internationale en ligne qu'elle gère elle-même « Ambiances » (<http://ambiances.revues.org>)⁴⁷.

L'Ensa G mène directement une activité de diffusion des savoirs architecturaux et d'aide à l'édition de la recherche, établie depuis une quinzaine d'années. Cette activité est assurée par le service « communication, valorisation, diffusion » qui comprend une personne dont les activités sont multiples, allant de l'organisation de l'aide à l'édition, au montage de cycles de conférences, la diffusion étant assurée avec l'aide d'un *webmaster* à mi-temps.

L'école soutient depuis 1982 la diffusion de la culture architecturale par l'organisation de cycles de conférences, ouverts au public. La conception du contenu de ces cycles inclut les propositions pouvant venir des étudiants et du corps enseignant. Ces cycles sont largement ouverts sur l'environnement professionnel et universitaire local, notamment aux composantes de la Cité des territoires. L'école dispose également de deux salles, la grande et la petite galerie, qui servent de lieux quasi permanents d'exposition et de valorisation des travaux d'étudiants.

Cette diffusion de la culture architecturale peut également s'appuyer sur des infrastructures extérieures à l'école, comme la Maison de l'architecture, le CAUE Isère ou encore la Ville de Grenoble qui dispose d'un lieu d'exposition et de débat « la Plateforme ».

Le contenu du site web de l'école (<http://www.grenoble.archi.fr/>) assure la diffusion des informations (formation, recherche, expositions, conférences, etc.). Il présente un intranet dont le contenu provient en grande partie des différents services de l'administration.

⁴⁷ En accès libre sur le portail Revue.org.

Les relations européennes et internationales

I – Une visibilité internationale due aux activités de recherche de l'école

Les relations internationales de l'Ensa G⁴⁸ sont liées principalement à l'activité de ses unités de recherche.

À ce titre, cette école représente un exemple, le MCC poussant depuis une dizaine d'années ses écoles à dynamiser leur mission de recherche pour accroître le rayonnement de la pensée française en matière d'architecture au niveau international.

Ces relations internationales correspondent principalement : a) à la direction du réseau international Ambiances⁴⁹ par l'UMR AAU, b) au pilotage depuis 1998 par le laboratoire Craterre d'une Chaire Unesco⁵⁰, c) à la collaboration du laboratoire AE&CC depuis deux ans avec l'université de Detroit Mercy⁵¹, d) au portage par l'équipe Cresson⁵² de projets scientifiques internationaux financés par l'Agence nationale de la recherche et l'Union européenne⁵³, e) au partenariat du laboratoire MHA EVT avec l'université de Montréal et l'université de Waseda⁵⁴.

II – Une difficulté à fédérer les efforts pour une stratégie commune

Pour gérer la mobilité internationale des étudiants, depuis la dernière évaluation de l'AERES en 2010, un effort de coordination a été engagé avec la mise en place de la commission des relations internationales (CRI). Composée de sept enseignants très engagés et récemment renouvelés, cette commission mène un travail efficace. La poursuite d'une synergie entre la CRI et le département recherche est cependant l'un des objectifs de la nouvelle direction. Toutefois, le comité d'évaluation relève que l'autonomie en matière de stratégie à l'international, étant liée à l'histoire de chaque laboratoire, ne facilite pas la construction d'une stratégie commune.

Un emploi a été dédié spécifiquement à l'organisation de la mobilité sortante ainsi qu'à la charge administrative du montage des partenariats internationaux mais cet emploi qui sert en partie à l'exploitation du logiciel Taïga au service de la scolarité, est reconnu comme étant insuffisant.

La mobilité entrante est par ailleurs gérée par un autre membre de ce service qui a également en charge la scolarité de l'HMONP, du DSA et du DPEA.

La responsabilité des diverses activités concernant les relations internationales apparaît encore dispersée et représente un obstacle à la mise en place d'une stratégie fédérative en matière de politique internationale.

Néanmoins, la participation de la chargée des relations internationales à plusieurs réseaux d'échanges (entre Ensa une fois par an et au sein de la Comue une fois par mois) offre l'opportunité d'échanger des bonnes pratiques (inscription en ligne des étudiants encore en mobilité pour le DEA) et aussi la perspective de mutualiser les partenariats entre membres.

La composition de la CRI et son rôle pourraient être précisés dans le règlement des études pour améliorer l'information donnée aux élèves et sécuriser les procédures.

⁴⁸ L'Ensa G est membre de l'AEAA (Association Européenne pour l'Enseignement de l'Architecture) et de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie).

⁴⁹ Le réseau international Ambiances, labellisé par le MCC, ressemble 30 pays en Europe, Asie et Afrique du nord, et environ 600 chercheurs. Il a publié depuis 2013 une revue bilingue français/anglais en ligne.

⁵⁰ La Chaire Unesco compte 41 partenariats (en augmentation +27 % sur la période 2011-2014) dans 21 pays en Europe, Amérique latine, Asie, Afrique et récemment avec la Chine (Partenariat avec l'université de Tongi à Shanghai). Dans ce cadre s'inscrivent les projets « ReparH » soutenu par l'ANR concernant la résilience du cadre bâti à Haïti, et « Versus » en collaboration avec les partenaires du réseau méditerranéen.

⁵¹ Recherches sur la confrontation des outils du projet architectural et urbain et la notion de culture constructive.

⁵² Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain.

⁵³ Projet « Muse » avec sites d'étude au Brésil, en Espagne et au Venezuela, et projet européen « acoustique héritage ».

⁵⁴ Lab « MedialabAU » et « Satoh Lab ».

III – Une politique de mobilité étudiante bien développée

L'Ensa G participe, comme toutes les Ensa, au programme Erasmus+, avec une mobilité sortante en 3^e année de DEEA et en 1^{ère} année de DEA⁵⁵. Avec une mobilité sortante qui concerne quasiment 60 étudiants et une mobilité entrante d'une cinquantaine d'élèves, en moyenne par an, l'école a quasiment atteint son objectif visant des entrées/sorties de 60.

Des outils ont été construits pour améliorer la mobilité sortante comme par exemple un guide à l'usage des étudiants, distribué aux candidats au départ. La charte du tuteur à destination des enseignants chargés du suivi des étudiants partis à l'étranger est en cours de rédaction. La CRI a récemment instauré un niveau de langue exigé pour le départ. Un partenariat avec l'UGA donne accès à des cours complémentaires de langue que le nouveau programme pédagogique vise à renforcer.

L'école a développé une stratégie d'accueil des étudiants étrangers en échange avec l'appui de l'association étudiante Transfert⁵⁶. Elle propose un livret d'accueil, des conseils sur les logements, etc. De plus, la semaine intensive de rentrée universitaire, avec un travail en groupe, permet une bonne intégration.

Les partenariats avec certains pays ou zones géographiques sont particulièrement actifs comme l'Italie et la Turquie, avec lesquels des formations croisées existent⁵⁷, l'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Colombie, Bolivie) et le Canada ou encore le Vietnam. Mais il n'existe pas une priorisation ciblée sur des critères précis ; ces partenariats sont liés à des relations directes entre enseignants.

IV – Une mobilité des enseignants à amplifier

La mobilité enseignante correspond à une dizaine de sortants par an dans le cadre du programme Erasmus. Des progrès peuvent être attendus, surtout si l'on considère l'importance de la recherche dans les échanges internationaux. Ces échanges et les ateliers internationaux auxquels l'école participe, assurent une présence d'enseignants et chercheurs étrangers.

La mobilité du personnel technique et administratif reste à développer alors que l'information pour ce faire est disponible.

V – Une communication externe concernant l'international à améliorer

Le site *web* de l'école réunit les informations essentielles et permet aux étudiants de découvrir grâce à la publication en ligne des rapports d'étonnement de nombreuses destinations et leurs spécificités. Cette information est complétée par l'existence d'un site de l'association Transfert, animé par des étudiants.

⁵⁵ Aidée par les bourses de mobilité européenne (Erasmus+), ainsi que par l'attribution de bourses de la Région Rhône-Alpes et du ministère de la Culture et de la Communication.

⁵⁶ Ces étudiants peuvent s'inscrire en 2^e et 3^e années de DEEA ou en 1^{ère} année de DEA.

⁵⁷ Des formations en cotutelle sont déjà en place avec l'université de Nijni Novgorod en Russie et avec le Politecnico de Milan. Un double diplôme (DPEA) est en cours de finalisation avec l'université des Beaux-Arts de Mimar Sinan en Turquie, comme celui en place avec le Liban.

Le pilotage et la gestion

I – Une démarche de programmation pluriannuelle en voie d'émergence

Le mode actuel de pilotage de l'Ensa G, en cours de réforme, ne lui permet pas encore de s'inscrire dans une logique de maîtrise de ses moyens au service de ses missions et de sa stratégie. L'Ensa G ne dispose pas d'outils d'analyse ni même parfois de mesure des moyens mis en œuvre, l'anticipation de la mobilisation des moyens et l'exigence de soutenabilité ne semblent pas faire partie de la culture interne à l'échelle de l'établissement.

Plusieurs éléments parmi d'autres montrent que le constat *a posteriori* et la logique de guichet prédominent sur la logique de projet et de programmation de l'usage des ressources et de pilotage. Tout d'abord, la présentation d'un budget déficitaire pour le 4^{ème} exercice consécutif⁵⁸ montre que la démarche de programmation n'est ni simple ni habituelle à mettre en œuvre. Ensuite, le projet d'établissement 2012-2016 ne mentionnait qu'un objectif, le dernier et 16^{ème}, au titre du développement d'un tableau de bord numérique fournissant de manière synthétique tous les indicateurs de gestion. Enfin, le développement différencié des entités qui composent l'école (services, unités de recherche, partie pédagogie) témoigne qu'elles n'ont pas avancé « ensemble » au sein de l'établissement, faute d'une dynamique collective.

Au fait de cette situation, la nouvelle direction a sans délai pris des mesures pour y remédier. Des cadres expérimentés⁵⁹ ont été recrutés, pour être en mesure d'évoluer vers une logique d'anticipation de la mobilisation des moyens et de leur utilisation dans la perspective d'une politique d'établissement. L'équipe administrative est dans une logique d'inventaire, de recensement et de classement des moyens dont dispose l'Ensa G. Les documents budgétaires 2016 en mode gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) montrent néanmoins une maîtrise de la masse salariale.

Ainsi, la démarche engagée devrait normalement déboucher rapidement sur un renforcement du formalisme de la procédure budgétaire et sur l'émergence de données du système d'information qui constitueront une vraie aide au pilotage pour la direction.

II – Une politique de la qualité à ébaucher et à étendre au cœur de métier

Les crises traversées par l'Ensa G ont fait passer au second plan l'élaboration d'une politique de la qualité. L'autoévaluation entreprise par l'Ensa G constitue un point de départ mais cette politique reste à amorcer tant sur le volet du pilotage de l'établissement que pour les activités de base liées à la formation et la recherche.

Pour le pilotage, l'introduction d'un certain formalisme permettrait d'accroître le contrôle interne et de limiter les risques, notamment budgétaires, et de sécuriser les actes de gestion. Sans s'engager dans des démarches lourdes de certification, l'école pourrait parvenir rapidement à consolider quelques processus à enjeux, comme par exemple, juguler une certaine inflation des heures d'enseignement, voire supprimer le doublonnage de certaines formations.

Pour la partie enseignement, la mise en place d'une démarche qualité irait de pair avec la mise en place d'un conseil de perfectionnement, d'une évaluation des enseignements et de la qualité des études, de la qualité du placement professionnel, etc.

III – Des fonctions support inscrites dans une dynamique de progrès

- 1 ● Une gestion des ressources humaines artisanale et des compétences techniques avérées mais des défis importants à relever

Le pôle ressources humaines (RH), composé de 4 personnes, est en charge de la gestion des quelques 250 personnels de l'école⁶⁰. Conformément à son statut d'EPA, la gestion de la masse salariale ne concerne que les

⁵⁸ De 2012 à 2015 : -145 k€, -185 k€, -87 k€, -245 k€.

⁵⁹ Ont été nouvellement recrutés, les responsables de l'agence comptable, des ressources financières, des ressources immobilières, mobilières et techniques.

⁶⁰ 197 enseignants tous statuts confondus et 45 Biatss.

emplois rémunérés sur le budget de l'établissement⁶¹. Le pôle RH est placé directement sous l'autorité de la directrice adjointe et pourrait être réorganisé. Ceci permettrait à cette dernière d'être libérée d'aspects très opérationnels qui ne relèvent pas de sa mission.

L'école possède une bonne connaissance de ses moyens humains, tant du point de vue des compétences disponibles que des différents statuts. Mais cette connaissance n'a pas encore abouti à la production de documents qui pourraient permettre de construire une stratégie avec une programmation pluriannuelle des recrutements, d'autant qu'un renouvellement important du corps enseignant est prévisible dans les années à venir, en raison de la pyramide des âges. Ces futurs recrutements de titulaires, qui demeurent gérés au niveau de la tutelle, constitueront un enjeu important dont la direction de l'établissement est parfaitement consciente.

Le dialogue social est, quant à lui, bien installé dans l'établissement et les instances fonctionnent. Cependant, comme les élus non enseignants du comité technique sont tous issus du même service, ce comité est conduit à porter une vision parfois déséquilibrée sur la place de l'administration au sein de l'institution. Le comité d'évaluation observe également que le rapport sur les risques psychosociaux, a eu un impact plus important pour les personnels administratifs que pour les enseignants.

Ce dialogue social concerne également les nombreux enseignants qui ont vu leur contrat à durée déterminée (CDD) transformé en CDI en application de la loi Sauvadet. Leur acceptation au sein du corps enseignant ne se fait pas toujours simplement.

L'école entend également valoriser au maximum le nouveau statut annoncé des enseignants. Les décharges qui y seront introduites seront mobilisées afin de soutenir l'activité de recherche et favoriser l'obtention du doctorat pour ses enseignants.

On note également une conscience aigüe de la part de la direction, de la nécessité de mieux planifier et suivre les services d'enseignement. La mise en place de l'outil Taïga devrait faciliter cette tâche. Le recrutement des contractuels a également été centralisé mais sa mise en application effective est plus laborieuse.

Les ressources humaines apparaissent par conséquent comme un sujet éminemment sensible au sein de l'école.

2 ● Un cadrage, une exécution et un suivi du budget à renforcer

Le budget de l'école est de l'ordre de 4,5 M€ en 2016. Il ne comprend pas la masse salariale des personnels rémunérés sur le budget de l'État qui demeure prise en charge par le MCC.

Ce budget est élaboré essentiellement par reconduction du précédent. La procédure budgétaire n'est pas formalisée, il n'existe pas de lettre de cadrage ni de dialogue de gestion institutionnalisés. Néanmoins, des échanges itératifs existent entre la responsable du service financier et les différents « services dépensiers » avant d'aboutir au document final.

L'établissement présente son 4^{ème} budget consécutif en déficit ce qui, quelles qu'en soient les raisons, pose question quant à sa soutenabilité économique bien que son fonds de roulement et sa trésorerie demeurent élevés⁶². Les délégations sont nombreuses et mériteraient d'être rationalisées. Il est difficile dans ces conditions, outre de garantir la pleine application des règles de la dépense publique, de maîtriser la situation.

La volonté politique de sortir rapidement de cette situation a toutefois été fermement affirmée. Des actions ont ainsi été engagées dont la principale vise à revoir le circuit et le mode de la dépense.

Une étude en 2015, confiée à un élève-fonctionnaire de l'IRA de Lyon, a été menée dans ce sens. Sur la base de ces propositions⁶³, l'école pourrait saisir cette opportunité et mettre en place des mesures de contrôle de la dépense qui permettraient de retrouver rapidement l'équilibre budgétaire et de faire du budget un vrai levier de modernisation de l'école.

Par ailleurs, certaines dotations du MCC sont fléchées directement pour des entités ou des actions de l'école. Ceci tend à réduire les marges de manœuvre de la direction.

⁶¹ Le plafond d'emplois autorisé pour 2016 est de 68,8 équivalent temps plein annuel travaillé (ETPT) sur le budget de l'établissement.

⁶² Respectivement 174 jours et 223 jours en 2014.

⁶³ Simplification et rationalisation des procédures de traitement notamment.

Enfin, le service financier et l'agence comptable sont distincts. Ces deux services sont convenablement dotés en personnel compétent. Ils peuvent mobiliser des réseaux professionnels extérieurs pour sécuriser leur action. La transition en mode GBCP a été réussie et les documents présentés sont d'une qualité remarquable ce qui démontre aussi une maîtrise approfondie du sujet.

La gouvernance peut ainsi s'appuyer sur de solides bases pour mener une politique budgétaire.

3 ● Des ressources informatiques gérées mais un système d'information et une stratégie numérique à bâtir

L'Ensa G dispose d'un service informatique qui paraît s'acquitter tout à fait convenablement de sa tâche. Mais elle ne dispose pas d'un système d'information ni d'une stratégie numérique.

La partie informatique est incluse dans le service « ressources immobilières, mobilières et techniques ». Elle compte 6 personnes sur les 12 personnes du service et emploie deux apprentis. L'infrastructure réseau a été renouvelée, les équipements tant administratifs que pédagogiques sont de qualité. En termes d'accès aux ressources numériques, les étudiants disposent d'un accès bien organisé à plus de 80 postes de travail. La recherche, quant à elle, jouit d'une autonomie totale et gère son propre parc d'équipements qui peut être accessible aux étudiants.

En revanche, le comité n'a pas constaté l'existence d'une réflexion coordonnée sur les données dans le cadre d'un système d'information permettant de relier entre eux les différents outils à des fins d'aide au pilotage de l'établissement. Chaque service élabore des indicateurs qui trouveraient utilement leur place dans une vision globale.

Sur les aspects pédagogiques, la stratégie numérique n'a pas été clairement identifiée, bien qu'il existe un comité technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (Tice), composé de deux enseignants en informatique, d'un enseignant de STA⁶⁴, de trois étudiants et deux représentants de l'administration. Une interaction réelle avec les équipes de recherche serait souhaitable pour amorcer cette réflexion sur les données.

4 ● Un patrimoine immobilier unique et complexe mais bien pris en charge

Installée dans un bâtiment singulier et complexe, les défis auxquels l'Ensa G doit faire face aujourd'hui sont immenses. Le contexte national et l'environnement local la conduisent à un contrôle accru en matière d'entrées-sorties alors que la vocation première du bâtiment était son ouverture sur la ville. En sus, le bâtiment nécessite une maintenance importante.

L'Ensa G possède une bonne connaissance de son patrimoine immobilier et des opérations qui s'imposent pour son avenir. Cela doit se traduire dans un schéma directeur et un programme pluriannuel d'investissement, première brique d'une stratégie d'établissement qui ferait des locaux et de leur allocation un levier du dynamisme de l'établissement.

Le comité relève toutefois que, malgré un professionnalisme remarquable, le service en charge du patrimoine et de la logistique paraît légèrement sous-dimensionné en nombre pour accomplir sa mission.

⁶⁴ Sciences et techniques pour l'architecture

Conclusion

La dernière décennie de l'Ensa G reste marquée par un dysfonctionnement de la gouvernance de l'école et des relations professionnelles difficiles. La nouvelle direction souhaite résoudre ces problèmes en s'appuyant sur les conclusions du rapport portant sur les risques psycho-sociaux. Cette situation a retardé la préparation d'un nouveau projet stratégique, alors que l'école est engagée dans de nombreux chantiers qui dessinent son avenir.

L'école possède de très nombreux atouts. Parmi ceux-ci, elle montre sa capacité à renouveler le contenu de ses formations. Elle vise à maintenir et conforter la place de l'expérience et de l'expérimentation dans les enseignements. Elle est également toujours en mesure de s'appuyer sur son potentiel de recherche, l'un des plus développés au sein du paysage des Ensa. Elle peut s'appuyer également sur son environnement universitaire et participer activement au développement de la Comue avec notamment le projet de la Cité des territoires. Elle peut s'appuyer sur ses relations internationales, bien que l'organisation de ces échanges reste à conforter avec une amplification de la mobilité de tout son personnel, tant enseignant qu'administratif.

La préparation de ce nouveau projet stratégique sera permise dès lors qu'une réforme du mode actuel de gestion de l'école sera engagée et que la démarche de programmation pluriannuelle qui est en voie d'émergence sera amplifiée. L'élaboration d'une démarche qualité permettrait également un cadrage, une exécution et un suivi du budget qui restent aujourd'hui à renforcer.

Dense, la politique de partenariats avec le monde professionnel reste à mieux organiser et piloter. L'école gagnerait à mettre en place un réel suivi du placement de ses élèves, fondé sur la conception d'un système d'information qui lui permette alors de mieux gérer ses relations avec les professionnels formés en son sein, d'autant qu'elle mène une politique visant une vie étudiante de qualité dans un bâtiment bien conçu pour ce faire.

Grâce à ses atouts, à l'évolution des structures de pilotage, son personnel très engagé dans son fonctionnement, l'Ensa G est en mesure de renouveler son projet stratégique.

I – Les points forts

- La qualité de la recherche, historiquement structurante pour l'école.
- Un renouvellement du personnel enseignant et Biatts qui favorise l'émergence de nouvelles perspectives.
- Une place reconnue au sein de la Comue et de ses orientations stratégiques et organisationnelles.
- La mobilité internationale étudiante développée et un soutien de l'école à la vie étudiante au travers de ses nombreuses associations.
- La capacité de l'école à faire évoluer son projet pédagogique à partir de la diversité de ses compétences.
- De nombreux partenaires, tant au niveau local qu'au niveau international, liés en particulier à la recherche.

II – Les points faibles

- Une faible appropriation collective du projet d'établissement 2012-2016.
- Une absence d'autoévaluation des enseignements.
- Des relations avec le monde professionnel et socio-économique insuffisantes.
- Une faible participation des étudiants aux instances de pilotage de l'établissement.
- Une insuffisance des outils de pilotage de l'école.
- Une gestion peu coordonnée des relations internationales, avec en corollaire, un enseignement des langues étrangères peu développé.

III – Les recommandations

- Se saisir de l'opportunité d'une nouvelle direction pour mettre en place une gouvernance consensuelle.

- S'organiser pour concevoir un projet stratégique fédérateur en poursuivant la démarche participative engagée dans le cadre de la refonte du programme pédagogique.
- Développer une culture du pilotage, de la programmation et du contrôle interne, notamment avec l'adoption d'une procédure budgétaire bien formalisée.
- Accroître l'information délivrée aux étudiants concernant la formation notamment par la réalisation d'un livret de l'étudiant.
- Soutenir une politique du développement des relations internationales et d'accueil de professeurs invités, en lien avec la stratégie pédagogique et scientifique portée par l'Ensa G.

Liste des sigles

A

| | |
|-------|--|
| AAU | Ambiances architecturales et urbaines |
| AE&CC | Architecture Environnement et Cultures Constructives |
| AERES | Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur |
| ANR | Agence nationale de la recherche |
| APM | Architecture Paysage Montagne |

B

| | |
|--------|---|
| Biatss | Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, et personnels sociaux et de santé |
|--------|---|

C

| | |
|-------|--|
| CA | Conseil d'administration |
| CAUE | Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement |
| CDD | Contrat à durée déterminée |
| CDI | Contrat à durée indéterminée |
| CEA | Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives |
| CHSCT | Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail |
| Cifre | Convention industrielle de formation par la recherche |
| Comue | Communauté d'universités et établissements |
| CPR | commission de la pédagogie et de la recherche |
| CRI | commission des relations internationales |

D

| | |
|------|--|
| D | (LMD) Doctorat |
| DEA | Diplôme d'État d'architecte |
| DEEA | Diplôme d'études en architecture |
| DSA | Diplôme de spécialisation et d'approfondissement |

E

| | |
|---------|--|
| ED | École doctorale |
| Ensa | École nationale supérieure d'architecture |
| EPA | Établissement public à caractère administratif |
| Erasmus | <i>European action scheme for the mobility of university students</i> (programme européen) |
| ETP | Équivalent temps plein |

G

| | |
|------|--|
| GBCP | Gestion budgétaire et comptable publique |
| GIP | Groupements d'intérêt public |

H

| | |
|--------|---|
| HCERES | Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur |
| HDR | Habilitation à diriger des recherches |
| HMONP | Habilitation à la maîtrise d'œuvre en son nom propre |

I

| | |
|------|----------------------------------|
| Idex | Initiative d'excellence |
| IGA | Institut de géographie alpine |
| IUG | Institut d'urbanisme de Grenoble |

L

| | |
|-------|--------------------------|
| L | (LMD) Licence |
| Labex | Laboratoire d'excellence |

M

| | |
|----|--------------------------|
| M | (LMD) Master |
| MA | Maison de l'architecture |

MA Maître assistant
MCC Ministère de la culture et de la communication
MENESR Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
MHAEVT (Les) Métiers de l'histoire de l'architecture : édifices, villes, territoires

P

PAO publication assistée par ordinateur
PFE Projet de fin d'études
Pres Pôle de recherche et d'enseignement supérieur

R

RH Ressources humaines

S

Shon Surface hors œuvre nette
SHS Sciences humaines et sociales

U

UGA Université Grenoble Alpes
UMR Unité mixte de recherche
UR Unité de recherche

Observations de la directrice

NS /

DIRECTION

E

Madame Nadine LAVIGNOTTE
Directrice par intérim
Département d'évaluation des établissements

HCERES
2-8 rue Albert Einstein
75013 Paris

AG

Madame la Directrice,

DATE : 20 mai 2016
N/RÉF : MW/ 2016-37

VOTRE INTERLOCUTEUR : MARIE WOZNIAK
TÉL : 04 76 69 83 22
WOZNIAK.M@GRENOBLE.ARCHI.FR

OBJET : observations sur l'évaluation de
l'ENSAG

Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements aux membres du comité HCERES pour la qualité des travaux d'expertise qui ont été menés, et au département des établissements du HCERES pour l'organisation de l'évaluation.

Nous sommes satisfaits du rapport d'évaluation de l'établissement et n'avons aucune observation à transmettre au HCERES.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Directrice, l'expression de notre considération distinguée.

La Directrice de l'ENSA de Grenoble,

Marie WOZNIAK



UNIVERSITÉ DE
GRENOBLE

ECOLE
NATIONALE
SUPERIEURE
D'ARCHITECTURE
DE GRENOBLE

60 AVENUE DE CONSTANTINE
CS 12636
38036 GRENOBLE CEDEX 2
T. +33 (0)4 76 69 83 00
F. +33 (0)4 76 69 83 38

WWW.GRENOBLE.ARCHI.FR

Organisation de l'évaluation

L'évaluation de l'Ensa de Grenoble a eu lieu du 26 au 28 janvier 2016. Le comité d'évaluation était présidé par Serge Thibault, professeur des universités émérite à l'université de Tours.

Ont participé à l'évaluation :

- Adèle Breux, étudiante en HMONP, vice-présidente étudiante, École spéciale d'architecture (Paris)
- Pietro Cali, architecte libéral, Catane, Italie, ancien professeur à l'université de Reggio Calabre, Italie
- David Cascaro, directeur de la Haute école des arts du Rhin (Strasbourg-Mulhouse)
- Eric Rostang, directeur général des services, Institut d'études politiques d'Aix en Provence
- Sophie Szpirglas, directrice de l'agence de conseil Methodus, enseignante dans les écoles d'architecture.

Dany Vandromme, délégué scientifique, et Hélène Balmette, chargée de projet, représentaient le HCERES.

L'évaluation porte sur l'état de l'établissement au moment où les expertises ont été réalisées.

On trouvera les CV des experts en se reportant à la *Liste des experts ayant participé à une évaluation par le HCERES* à l'adresse URL <http://www.hceres.fr/EVALUATIONS/Liste-des-experts-ayant-participe-a-une-evaluation>